

Covid, Ukraine... du Nord au Sud : **Un système agro-alimentaire à réinventer**



Isabelle Franck

Mai 2022

2020 : la pandémie paralyse l'économie mondiale. 2022 : l'invasion de l'Ukraine par la Russie provoque un séisme énergétique et alimentaire qui touche peu ou prou toute la planète. Comment une guerre en Europe affecte-t-elle les populations africaines, haïtiennes ou latino-américaines ? Quelles leçons pouvons-nous - devons-nous - tirer de ce nouveau signal d'alarme qui met en lumière les failles et les dangers de la mondialisation néolibérale ? Urgence ou long terme, faut-il vraiment choisir ? Cette analyse met notamment en avant le témoignage d'organisations de la société civile des pays appauvris.

Après le Covid, la guerre en Ukraine met une nouvelle fois en question notre système alimentaire mondial. Fondé sur la libre circulation des capitaux et des marchandises, le système actuel nous rend excessivement dépendants des aléas climatiques, sanitaires ou géostratégiques. Nous, pays enrichis, mais aussi les pays appauvris, plus vulnérables à ces divers chocs en raison de la pauvreté qui y règne déjà et de leur position de faiblesse sur l'échiquier international.

La Russie et l'Ukraine représentent 30% des exportations de blé dans le monde¹. Autant dire que le conflit actuel affecte peu ou prou l'alimentation d'une bonne partie de la population de la planète...

Les sanctions commerciales prises contre la Russie s'ajoutent à l'incertitude quant à la production en Ukraine : les agriculteurs ont-ils pu semer ? Et s'ils y sont arrivés, pourront-ils récolter en été ? L'Ukraine est aussi grande exportatrice d'huile de tournesol et d'engrais azotés pour l'agriculture. **L'insécurité fait gonfler les prix sur le marché des matières premières et la spéculation fait le reste** : les prix explosent. « Le 7 mars 2022, la tonne de blé a atteint le record historique de 422,50€ la tonne sur Euronext². C'est deux fois et demie le cours de 2020. En parallèle, l'explosion des prix du gaz entraîne l'augmentation du prix des engrais azotés. Leurs prix ont triplé depuis janvier 2022, ce qui entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires. Aux problèmes de transport et de baisse de la production à venir s'ajoute donc celui de l'explosion du prix des intrants agricoles. »³

Céréales, carburant, engrais azotés : ces trois produits affectés en même temps – et en chaîne – constituent un cocktail dangereux alors que de nombreux pays sont dépendants des importations pour assurer la sécurité alimentaire de leur population. Chez nous, l'explosion des prix de l'énergie touche durement les ménages les plus précaires et risque de faire basculer dans la pauvreté une frange de la population qui se débrouille habituellement « tout juste » avec son budget mensuel. Dans les pays appauvris aussi, l'augmentation des prix se fait sentir et fait craindre le pire.

Une guerre lointaine, vraiment ?

Certains pays africains sont très largement dépendants de la Russie pour leur approvisionnement en blé (voir tableau ci-dessous).

¹ <https://www.lalibre.be/economie/placements/2022/03/31/deux-grandes-crisis-mais-rien-na-change-ces-investisseurs-qui-engrangent-des-benefices-record-en-speculant-sur-les-matieres-premieres-XKAALSBAG5HPBJWJJCXJO4IFJM/>

² Euronext est la principale place boursière de la zone euro.

³ <https://www.cncd.be/guerre-ukraine-menace-crise-alimentaire-mondiale-reponse-europe>

Somalie	92%
Égypte	72%
RD Congo	85%
Rwanda	58%
Madagascar	75%

Pourcentage de blé ukrainien et russe dans les importations de blé de quelques pays africains⁴

Bien sûr, ces pays consomment également d'autres céréales, mais rappelons que cette dépendance trouve en partie son origine dans les politiques agricoles imposées par le FMI et la Banque mondiale dès les indépendances (années 60) : depuis cette époque, les pays appauvris ont été forcés de se spécialiser dans des cultures d'exportation (huile de palme, coton, cacao, café...) pour engranger des devises et rembourser la dette contractée auprès de ces institutions. Dette qui leur a été imposée pour « rattraper leur retard et s'intégrer à l'économie mondiale ». Du fait de cette industrialisation et de cette spécialisation (qui a enrichi et enrichit encore surtout une élite locale et les entreprises occidentales), certaines cultures de denrées traditionnelles (millet, sorgho, manioc, patate douce...) ont été délaissées et les populations ont été incitées à modifier leur régime alimentaire et préférer le blé, largement importé.

Même si la RDC, le Rwanda ou encore Haïti, le Guatemala ou le Nicaragua, où Entraide et Fraternité soutient des partenaires, sont loin de l'Ukraine, ces pays n'échappent donc pas à l'envolée des prix des céréales et de l'énergie, ce qui affecte leur niveau de vie, déjà très bas pour une majorité de la population.

Au Sud aussi, les prix explosent

En RD Congo⁵, « *la guerre en Ukraine aggrave la situation qui était déjà calamiteuse par rapport à l'insécurité alimentaire aiguë dans laquelle est plongé plus d'un quart de la population* », souligne Ephraïm Ziribanchi Kivayaga, Directeur du Centre de Promotion Rurale à Idjwi, faisant référence à une étude publiée au mois de novembre 2021 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM)⁶. « **On observe sur le marché une hausse vertigineuse des produits de première nécessité et principalement des denrées alimentaires comme la farine de froment, l'huile végétale, le riz, le sucre, la semoule, constate-t-il... Les prix de ces produits ont presque doublé au courant du mois de mars passé, de même que les prix des carburants. On observe par endroits la pénurie du carburant occasionnant des files d'attente à la pompe. »**

Sur cette île au milieu du Lac Kivu, le commerce se fait forcément par bateau : « *plus de 55% de la population exerce des activités de petit commerce entre les villes de Goma et Bukavu tandis qu'il se développe un commerce transfrontalier très florissant entre le Territoire d'Idjwi et le Rwanda d'où l'on importe les produits manufacturés de première nécessité ainsi que les*

⁴ Source : Note d'information : « L'importance de l'Ukraine et de la Fédération de Russie pour les marchés agricoles mondiaux et les risques associés au conflit actuel », FAO, 2022, p.10. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-43cq>

⁵ Les témoignages cités dans cette analyse ont été recueillis en mars et avril 2022.

⁶https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_DRC_Acute_FoodInsec_Malnutrition_2021Sept_2022Aug_Report_French.pdf

produits alimentaires (riz, semoule, huile...), d'élevage (petit et gros bétail et la volaille) et des produits de pêche. Le petit commerce se fait par des petites pirogues motorisées ou à la rame. Ainsi, avec la hausse des prix des carburants, les prix des billets de voyage ont augmenté d'environ 25%, empêchant certains petits commerçants d'effectuer des mouvements », donc de vendre leurs marchandises.

« La guerre entre la Russie et l'Ukraine ayant accentué et accéléré la crise pétrolière, l'impact est lourd par rapport à la sécurité alimentaire, estime également Sylvain-Dominique Akilimali, Coordonnateur de l'association Change, en RD Congo. Surtout, la République démocratique du Congo est largement dépendante de l'extérieur pour l'approvisionnement en denrées alimentaires. En effet, les pays auprès desquels les populations congolaises importent des produits alimentaires préfèrent garder leurs stocks suite à la crise qui sévit dans le monde et l'instabilité sur le marché mondial liée aux enjeux économiques qui émaillent la guerre russo-ukrainienne. (...) Les prix de tous les produits alimentaires sont à la hausse. Par exemple, un sac de riz de 25 Kg est passé de 16,5 \$US à 25,5 \$US, un bidon d'huile végétale de 20 l est passé de 23 \$US à 47,5 \$US, 1 Kg de sucre est passé de 0,75 \$US à 1,63 \$US... »

Au Rwanda voisin, François Munyentwari, directeur d'ACORD Rwanda, explique : « Lors d'une récente réunion⁷(...), le Gouverneur de la Banque nationale a déclaré qu'il est certain que cette guerre aura un effet direct sur notre agriculture et notre sécurité alimentaire qui jusque-là restent dépendantes de produits pétroliers, des engrais et du blé importés de la Russie. Nos agriculteurs sont directement affectés par la pénurie et l'augmentation du prix des intrants, et par conséquent le consommateur des produits à base de farine va payer plus ou se résigner à consommer moins. Lors d'une conférence de presse⁸, le premier Ministre rwandais a précisé qu'avant les sanctions, le Rwanda dépendait fortement de la Russie pour les importations de blé et d'engrais, au moins 64 % du blé que le pays utilise provenant de Russie, qui est maintenant aux prises avec des sanctions à l'exportation et à l'importation en guise de punition pour son raid militaire sur l'Ukraine voisine. Il a dit que le Rwanda a essentiellement importé deux produits de Russie : du blé et des engrais. »

De l'autre côté de l'Atlantique, au Nicaragua, selon Martha González, la coordinatrice des partenaires d'EF sur place, on note « une augmentation des prix du carburant, ce qui affecte le coût du panier de base et réduit le pouvoir d'achat. Il n'y a toujours pas de pénurie alimentaire, mais les prix ont augmenté. Il y a une augmentation des prix des médicaments. Il y a une augmentation de la migration. » Même constat au Guatemala, de la part de la coordinatrice EF, Angelica López : « L'augmentation du coût de l'énergie entraîne une hausse des coûts de transport et cela se répercute sur le prix des aliments et des intrants nécessaires à leur production. » En Haïti aussi, Virginie Pochon du GAFE confirme : « Nous constatons effectivement une augmentation des prix et nous nous attendons à un impact sur les prix des carburants. »

⁷ <https://igihe.com/ubukungu/ubucuruzi/article/u-rwanda-rushobora-gutangira-gutumiza-ingano-muri-argentine>

⁸ <https://www.newtimes.co.rw/news/rwanda-looks-elsewhere-wheat-imports-amid-russia-ukraine-crisis#:~:text=Rwanda%20has%20essentially%20been%20importing,Ministry%20of%20Trade%20and%20Industry>

Les lobbies de l'agro-industrie prônent une marche arrière écologique

Face à cette crise alimentaire qui s'annonce et rappelle, par son ampleur attendue, celle de 2007-2008 qui avait donné lieu, dans de nombreux pays, à des « émeutes de la faim », différentes réponses apparaissent :

Les lobbies de l'agrobusiness, y compris les producteurs d'intrants chimiques et la FNSEA, la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles en France, ainsi que le COPA-COGECA⁹, n'ont pas attendu longtemps pour demander à la Commission européenne de faire marche arrière sur les objectifs européens de réduction de l'utilisation des pesticides et de lutte contre le changement climatique dans le secteur de l'agriculture. Ce faisant, ils entendent donc renforcer encore le système agro-industriel qui contribue au réchauffement climatique mais aussi la dépendance excessive par rapport aux importations (aliments et intrants chimiques) et aux marchés financiers qui spéculent sur l'alimentation.

"Par rapport au risque de pénurie alimentaire actuelle, les envies environnementales, les demandes sociales parfois très poussées sur l'environnement, même s'il ne faut pas les écarter, il faut les appréhender autrement¹⁰." Et pour parler clairement, la FDSEA¹¹ du Finistère avance ses pions sur les intrants. *"Par exemple sur les engrais et les produits phytosanitaires, il est nécessaire de les utiliser pour pouvoir produire"* et compenser la perte du grenier à blé de l'Europe. « *Demain ils seront encore plus nécessaires* ». Notons au passage le cynisme de l'usage du terme « envies environnementales », comme s'il s'agissait d'un caprice d'ONG et d'écologistes, alors que le GIEC laisse à l'humanité trois petites années pour faire sa révolution écologique...

Les demandes des syndicats agricoles tels que la FNSEA en France ou le COPA-COGECA au niveau européen, laissent entendre que, pour faire face à la crise ukrainienne, il faut augmenter la production de céréales. Or, « *la planète ne manque pas de nourriture* », rappelle François Grenade, chargé de plaider chez Îles de Paix¹². *Le problème lié à la sécurité alimentaire aujourd'hui – qui renforce une crise d'accessibilité – est utilisé pour pousser l'agenda productiviste* ». Et François Grenade de citer Christiane Lambert, présidente du puissant syndicat agricole français FNSEA et européen Copa-Cogeca : « *Ne laissons pas la place au lobby vert, au lobby de la faim dans le monde* »¹³.

Notons également que la fédération syndicale agricole française use volontiers du terme « souveraineté alimentaire » pour affirmer que l'Union européenne doit produire plus pour moins dépendre des importations hors-UE, mais sans aucun égard pour les dimensions sociale et écologique de cette souveraineté. Or, la Via Campesina, mouvement paysan

⁹ COPA : Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne. COGECA : Confédération générale des coopératives agricoles, ex-Comité général de la coopération agricole de l'Union européenne.

¹⁰ <https://www.francebleu.fr/infos/agriculture-peche/ukraine-la-fnsea-estime-etre-mieux-entendue-des-candidats-a-la-presidentielle-sur-la-question-des-1646207970>

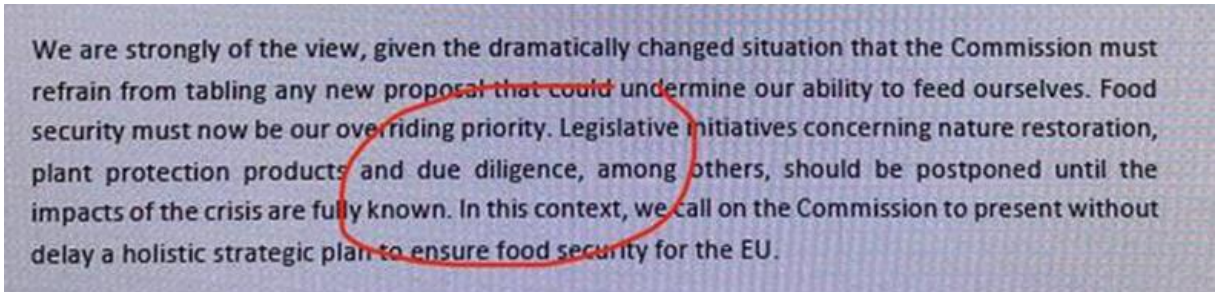
¹¹ Les FDSEA sont les sections départementales de la FNSEA.

¹² Exposé lors d'une session d'information à destination des employés d'Entraide et Fraternité, le 21 avril 2022, avec la participation de Patient Bagenda du CAB (RDC) et de Yannick Quéau, directeur du GRIP.

¹³ https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/04/01/la-souverainete-alimentaire-a-l-epreuve-de-la-guerre-en-ukraine_6120050_3244.html

international à l'origine de cette notion, entend la souveraineté alimentaire comme le droit, en premier lieu, des POPULATIONS, puis des États ou unions à définir leur politique agricole et alimentaire. Les acteurs de l'agriculture paysanne font partie de cette population et ils doivent être entendus au même titre que les autres acteurs de l'agriculture. La FNSEA confond « souveraineté alimentaire » et « autonomie alimentaire », cette dernière n'incluant aucun critère social ou écologique.

Pour les lobbies de l'agro-industrie, alors que la crise climatique, le Covid et la guerre en Ukraine ne cessent de mettre en lumière l'impasse que représente leur modèle agricole¹⁴, il



We are strongly of the view, given the dramatically changed situation that the Commission must refrain from tabling any new proposal that could undermine our ability to feed ourselves. Food security must now be our overriding priority. Legislative initiatives concerning nature restoration, plant protection products and due diligence, among others, should be postponed until the impacts of the crisis are fully known. In this context, we call on the Commission to present without delay a holistic strategic plan to ensure food security for the EU.

Extrait de la lettre du président du groupe PPE à Ursula von der Leyen.
Source : <https://twitter.com/JuliaWegerer/status/1506177398764675075>

faudrait encore renforcer ce dernier, donc augmenter notre dépendance aux énergies fossiles et la destruction de nos écosystèmes. Et leur travail d'influence porte ses fruits : le président du groupe des eurodéputés du PPE¹⁵ a lui-même pris la plume pour demander à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, de « *reporter les initiatives législatives concernant la régénération de la nature, les produits de protection des plantes et le devoir de vigilance, entre autres (...)* »¹⁶.

Sont directement visés ici trois chantiers importants : le Green Deal européen et sa stratégie Farm to Fork (« De la ferme à la fourchette », voir encadré), la future directive sur l'utilisation durable des pesticides (directive SUD) et les efforts pour obtenir une directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises quant au respect des droits humains et de la nature sur toute leur chaîne de production.

De la ferme à la fourchette

La stratégie "de la ferme à la fourchette" est au cœur du « Green Deal » européen et vise à accélérer notre transition vers un système alimentaire durable qui devrait :

- avoir un impact environnemental neutre ou positif
- contribuer à atténuer le changement climatique et à s'adapter à ses effets
- inverser la tendance à la perte de biodiversité
- assurer la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé publique, en veillant à ce que chacun ait accès à une alimentation suffisante, sûre, nutritive et durable
- préserver le caractère abordable des denrées alimentaires tout en générant un rendement économique plus équitable, en favorisant la compétitivité du secteur de l'approvisionnement de l'UE et en promouvant le commerce équitable.

¹⁴ François Grenade (cf. note 12) : « En Europe, le rendement des céréales plafonne et ce n'est pas lié aux mises en jachère : sont en cause le changement climatique, la disparition des pollinisateurs et la dégradation des sols ».

¹⁵ Parti populaire européen

¹⁶ <https://twitter.com/JuliaWegerer/status/1506177398764675075>

Des déclarations comme celles de la FNSEA ou du COPA-COGECA sont largement relayées par la presse papier et électronique – mais aussi, nous le voyons, par des élus. Au risque, si l'on ne s'informe pas plus avant, de sembler du bon sens.

Impasse et pistes d'avenir

La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine montrent pourtant clairement l'impasse dans laquelle se trouve le système agro-alimentaire mondial :

- **Trop dépendant des importations et exportations**, il fragilise la sécurité alimentaire des populations et comporte un risque important de pénurie en cas de paralysie totale (Covid-19) ou partielle (Ukraine) du commerce mondial.
- **Trop dépendant des énergies fossiles** (pour le transport comme pour la production d'engrais de synthèse et de pesticides), il est sujet à l'explosion des prix en cas de crise comme celle que nous connaissons en 2022.
- En ce qui concerne les pays appauvris et endettés, les politiques agricoles imposées par les bailleurs de fonds internationaux, qui consistent à privilégier les cultures industrielles d'exportation, **entravent la souveraineté et l'autonomie alimentaires**.

De plus, **trop peu respectueux du vivant**, le système agricole dominant exploite les humains, épuise les terres, pollue les nappes phréatiques et massacre la biodiversité.

« La guerre en Ukraine vient mettre à nu la triste vérité de dépendance de nos économies au système de commerce global, qui force nos populations à produire pour le marché et se retrouvent injustement victimes des fluctuations des prix des intrants importés. »
Francois Munyentwari, directeur d'ACORD Rwanda, partenaire d'Entraide et Fraternité

Ces transformations, ces « envies environnementales » et ces « demandes sociales parfois très poussées » que d'aucuns veulent mettre en pause, ce sont justement celles sur lesquelles il convient d'accélérer pour mettre en place une politique alimentaire qui rende les populations – des pays enrichis comme des pays appauvris - plus autonomes et donc moins dépendantes de la conjoncture internationale et des énergies fossiles. Sans oublier l'urgente et indispensable réponse au défi écologique.

Une première piste, qui est déjà en cours de concrétisation en Afrique, est de **recourir à des produits locaux pour remplacer le blé manquant**. Une dynamique déjà en cours, parfois sans attendre la guerre en Ukraine.

« Le Rwanda a commencé à chercher d'autres sources d'importation de blé à la suite de lourdes sanctions commerciales contre son principal fournisseur, la Russie. L'Argentine est un des pays qui ont été approchés dans cette perspective. (...) Parmi les alternatives, il est envisagé de mélanger la farine de produits à base de blé avec des produits d'origine locale tels que les tubercules pour faire du pain, qui normalement dépend entièrement du blé. (...) En effet, la patate douce et le manioc ont été identifiés par certaines boulangeries comme des matières premières alternatives pour la fabrication du pain, (...) des moyens efficaces de

diversifier les produits de boulangerie, de prévenir les pertes après récolte et de fournir aux agriculteurs locaux un marché pour leurs produits.

Des entreprises locales telles que CARL Group, basée à Kigali, une entreprise agroalimentaire créée par quatre jeunes diplômés en 2014 et l'Entreprise Urwibutso, une entreprise agro-industrielle basée dans le district de Rulindo, avaient commencé à exploiter le potentiel de la patate douce pour fabriquer des biscuits et du pain, entre autres produits, qui complète la farine de blé en boulangerie. » (Francois Munyentwari, directeur d'ACORD Rwanda, partenaire d'Entraide et Fraternité)

L'agroécologie, qui ne dépend pas des énergies fossiles et produit une alimentation locale tout en régénérant les sols, est bien entendu une réponse des plus pertinentes aux défis actuels. La crise ukrainienne, après celle du Covid-19, est-elle une occasion de lui donner un coup d'accélérateur ? Cela semble évident et cela se fait depuis longtemps dans les organisations paysannes, avec des conséquences positives sur les communautés qui adoptent ces pratiques culturelles sobres en intrants extérieurs. Mais **les moyens manquent pour étendre, voire généraliser la transition agroécologique**¹⁷ : « *Les organisations comme ACORD Rwanda n'ont pas assez de ressources pour accompagner les paysans dans la mise en place de systèmes gérés par les paysans (semences locales, fumure organique, biopesticides, business agroécologique, etc), estime François Munyentwari. Nous faisons des projets à petite échelle avec des champions au niveau communautaire en plus du travail de formation et de plaidoyer. Nous devons poursuivre ce débat et le porter au niveau national, ensemble avec les organisations en appui aux initiatives de base, plaider pour des politiques et des programmes favorables à l'investissement dans la promotion de systèmes de production et de consommation résilientes et durables. Il est plus que temps de focaliser les investissements publics sur la capacité des populations à assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire. »*

Même constat en RDC : « *D'après les anciennes et récentes expériences, il est rare que les mesures de gestion de conjonctures économiques prises par le Gouvernement congolais aboutissent, constate Sylvain-Dominique Akilimali, directeur de l'association Change. Les cas les plus récents (en 2020 et 2021) sont ceux concernant la baisse du prix des poissons importés et celui du pain de froment. Là, le Gouvernement a carrément échoué. Entre-temps, le Gouvernement n'a mis en place aucune politique en matière agricole pour relever la production alimentaire, développer la souveraineté alimentaire et réduire l'insécurité alimentaire. En R.D. Congo, le budget alloué à l'agriculture représente un pourcentage très faible »*¹⁸.

Cette inertie du Gouvernement congolais est dénoncée avec virulence par Patient Bagenda, directeur du CAB¹⁹ : « *Le Gouvernement ne reconnaît pas le droit à l'alimentation de son*

¹⁷ Généralisation qui ne pourrait cependant être totale : une partie des produits agricoles, comme les céréales, devront continuer à être produits à grande échelle, pour nourrir les villes – ce qui n'empêche pas de rendre ces cultures plus écologiques. Voir Laurent Delcourt, dans « Un système alimentaire à transformer », Points de vue du Sud, Alternatives Sud 4^e trimestre 2021, CETRI, p.20.

¹⁸ « Bien que Kinshasa ait signé l'Accord de Maputo prévoyant que 10% des budgets africains seront consacrés à l'agriculture, au Congo ce secteur ne s'est vu attribuer que 7,6% du budget en 2017, 1,59% en 2018 et 3,5% en 2019. » Source : <https://afrique.lalibre.be/57123/rdcongo-la-mauvaise-gouvernance-des-finances-publiques-demeure-et-empire/>

¹⁹ Comité pour l'autopromotion à la base, Bukavu, RDC, partenaire d'Entraide et Fraternité.

peuple ; autrement, c'est dans l'agriculture (avec les millions d'hectares de terres fertiles, l'immensité et la disponibilité de l'eau partout, la variété des microclimats, la disponibilité de la main-d'œuvre...) que ce Gouvernement aurait déjà investi les milliards des dollars détournés chaque année, engloutis dans les voyages et les fêtes des dirigeants, volés pour l'enrichissement personnel des élites politiques et de leurs familles. Et donc, il n'y a, à ma connaissance, aucune mesure déjà annoncée pour atténuer les hausses des prix et les effets sur l'alimentation. »

Et, plutôt que de se tourner vers l'Argentine pour importer encore du blé, « **Pourquoi ne pas envisager dans l'avenir que le continent africain pourra s'autosuffire en céréales et qu'il sera possible d'importer de la région et du continent ?** », s'interroge encore le directeur d'ACORD Rwanda.

Si les organisations rwandaises ou congolaises de la société civile s'unissent pour réclamer de leurs gouvernements respectifs un financement de l'agriculture - et de l'agroécologie en particulier - à la hauteur des enjeux alimentaires et écologiques, nous pouvons, pour notre part, **demander à l'État belge que l'argent de la coopération au développement finance prioritairement des projets d'agriculture paysanne, locale et écologique, plutôt que l'agriculture industrielle.** Actuellement, seuls 16% des fonds de la coopération au développement destinés à l'agriculture soutiennent des projets agroécologiques²⁰.

En annulant des dettes depuis longtemps insoutenables et le plus souvent odieuses ou illégitimes, les pays enrichis ainsi que les institutions financières internationales doivent donner aux pays appauvris les moyens de faire face à cette crise alimentaire et d'investir dans une agriculture écologique et locale. De tels investissements leur permettraient d'être à même d'assurer une plus grande autonomie alimentaire et donc une meilleure résistance à des crises qui ne manqueront pas de se succéder dans les années à venir.

Enfoncer l'accélérateur sur la route qui nous mène vers un mur, ou donner un salutaire coup de volant : tel est – à nouveau – l'alternative qui se présente à nos dirigeants à l'occasion de la guerre en Ukraine. Laisser les acteurs du capitalisme débridé – lobbies des énergies fossiles, de l'agro-industrie, de la finance... et leurs alliés politiques - utiliser la « stratégie du choc » décrite par Naomi Klein dans son livre éponyme²¹ pour imposer à chaque crise de nouvelles avancées néolibérales et écocidaires... ? Ou écouter et prendre en compte la voix du vivant portée par les paysans et paysannes d'ici et d'ailleurs, par les scientifiques, par les organisations de la société civile, expertes dans les secteurs de l'agroécologie, de la justice climatique, des droits humains, de notre milieu de vie... ? Ces voix qui nous disent que **l'urgence, c'est de penser à long terme et de ne pas reporter sans cesse des décisions nécessaires** qui, à mesure que le temps passe, seront plus difficiles à prendre et à vivre...

²⁰ Voir <https://www.cncd.be/Belgique-priorite-cooperation-developpement-agroecologie>

²¹ <https://www.babelio.com/livres/Klein-La-strategie-du-choc--La-montee-dun-capitalisme-/67502>